

Victoire historique en Equateur

vendredi 8 décembre 2006, par [AGUINAGA Margarita](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2006).

En Équateur, le triomphe de Rafael Correa à l'élection est l'expression d'une poussée sociale pour une politique de gauche face à l'oligarchie et au néolibéralisme représentés par le millionnaire ultralibéral Alvaro Noboa et les forces ultraconservatrices du pays.

Pour une version plus longue de cet article, voir en français : [Equateur : une victoire populaire historique](#) ou la version anglaise (cliquer sur « traduction - article » dans la colonne de gauche pour lire cette dernière]

Quito,

Il y a un an, une énorme mobilisation sociale contraignait le président de la République, Lucio Gutiérrez, à démissionner. À la tête du Parti société patriotique (PSP), ce dernier s'était fait élire en novembre 2002 sur des bases populistes. La mobilisation qui l'a fait fuir exigeait plus de démocratie, refusait le plan de privatisation ainsi que l'adhésion de l'Équateur au traité de libre commerce (TLC) imposé par les États-Unis.

La droite et l'impérialisme viennent aujourd'hui de subir une défaite et vont préparer une contre-offensive en essayant de déstabiliser le gouvernement par tous les moyens politiques et militaires et de retourner le peuple contre lui. Un congrès de la droite, dominé par le populisme social-patriotique du PSP, a décidé de soutenir la future Assemblée constituante. Une façon d'essayer de faire oublier que ce parti, prétendument patriotique, a abandonné la souveraineté nationale en voulant signer le TLC.

De nombreux défis sont à présent devant nous. Il faut se mobiliser pour que le gouvernement mette effectivement en œuvre les propositions les plus importantes de son programme, comme la non-signature du TLC, la convocation d'une Assemblée constituante et l'amélioration des conditions de vie, d'emploi, de santé, d'éducation et de logement des gens les plus pauvres du pays. Il faut consolider l'unité de la gauche sur un programme pour la nouvelle Assemblée constituante, qui ne devra pas se contenter de retoucher le néolibéralisme.

Il faut stopper les privatisations, refuser le paiement de la dette extérieure, lutter pour le respect des communautés indigènes et des jeunes et construire, sur cette base, une nouvelle société. Il faut entamer un processus d'alliance avec le Venezuela, le Brésil, Cuba, la Bolivie et tous les autres peuples en résistance. Il faut promouvoir un nouveau type d'organisation qui prenne en compte les propositions des assemblées populaires et des collectifs de lutte, et qui ouvre un large débat sur la direction à suivre pour le pays.

Certains pensent qu'un nouveau processus révolutionnaire commence. Il faut, aujourd'hui, renforcer ce premier gouvernement de l'histoire de l'Équateur se proclamant ouvertement de gauche et socialiste. Son arrivée représente un grand pas pour le peuple d'un pays qui, bien que petit, possède une tradition de luttes importantes, comme celles du mouvement indigène - promues par la Conaie, la Fenocin et d'autres organisations indigènes -, des femmes, des travailleurs et des jeunes.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2184 du 7 décembre 2006.